



HAL
open science

La convergence entre l'Union européenne et la Russie

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La convergence entre l'Union européenne et la Russie. Cahiers de l'Espace Europe, 2002, 17. hal-02696791

HAL Id: hal-02696791

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02696791>

Submitted on 1 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La convergence entre l'Union européenne et la Russie

Jacques Fontanel

Les Cahiers de l'Espace Europe,
N°17

Février 2002

Résumé : l'histoire de l'Europe s'accélère. Il est intéressant de mettre en évidence les conséquences de la désintégration du bloc socialiste, l'intérêt des pays d'Europe centrale et de l'est pour l'Union européenne, les effets positifs et pervers d'une participation de ces pays à l'ambition européenne sur l'économie russe et l'application par la Russie des critères de convergence demandés par l'Europe. La volonté politique sera déterminante pour développer la convergence des deux blocs.

Summary: The history of Europe is accelerating. It is interesting to highlight the consequences of the disintegration of the socialist bloc, the interest of the countries of central and eastern Europe in the European Union, the positive and perverse effects of their participation in the European ambition on the Russian economy and Russia's application of the convergence criteria demanded by Europe. Political negotiations will be determining factors in developing the convergence of the two blocs.

Union européenne, Russie, intégration économique, coopérations

European Union, Russia, Economic integration, European cooperation

La convergence entre l'Union européenne et la Russie

Jacques Fontanel

L'Union européenne a engagé des négociations sérieuses pour l'entrée de la République tchèque, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovaquie et de l'Estonie dans l'Europe des Vingt-cinq. Approuvé par le Conseil Européen de Berlin de Mars 1999, l'Agenda 2000 définit le Programme d'actions de l'Union européenne, de façon à renforcer et à préparer l'élargissement de l'Europe, sur la base du respect de critères bien définis, comme le respect de la démocratie, la stabilité macroéconomique, le potentiel de compétition à l'intérieur du marché unique et le respect des acquis communautaires¹. L'histoire de l'Europe s'accélère. D'un processus douloureux de désintégration du bloc socialiste, un mouvement rapide d'intégration s'est mis en place, avec une volonté politique de favoriser le processus d'européanisation comme un ersatz important à la globalisation, un dernier recours contre l'hégémonie américaine. Il est évidemment difficile de savoir où et quand s'arrêtera ce processus, qui commence, via Kaliningrad, à concerner directement la Russie. Pour comprendre les lignes de force principales de cette évolution, il est intéressant de s'interroger sur :

- les conséquences des effets de désintégration du bloc " socialiste ",
- l'intérêt des pays d'Europe Centrale et de l'Est pour l'Europe,
- les effets positifs, pour le premier cercle des admis, d'une participation à l'ambition européenne,
- les effets pervers que ce processus d'intégration peut exercer sur l'économie russe, et
- l'application, par la Russie, des critères de convergence demandés par l'Europe.

Les conséquences économiques et politiques des effets de désintégration du bloc socialiste

Pour la Russie, il y a eu deux principaux effets de désintégration :

- D'abord, en 1990, la dissolution du CAEM a eu des effets économiques importants. En outre, l'intégration de la Bulgarie, de la République tchèque, de la Pologne, de la Hongrie et de la Roumanie dans l'espace économique européen, puis les accords économiques sur les biens et services avec l'Union européenne de 1991 à 1993 et, enfin, l'adhésion au GATT, puis à l'Organisation Mondiale du Commerce, ont définitivement scellé cette rupture.
- Ensuite, la fin de l'URSS, une union économique qui a fonctionné pendant les trois quarts du XX^e siècle, a provoqué une dislocation des échanges commerciaux.

Pour Mathilde Maurel², le coût de la désintégration a été très important, mais la réduction du marché régional n'est pas un bon indicateur du coût réel, principalement parce que les coûts de production dans le monde sont moins importants comparés à ceux qui sont produits par l'ancien CAEM. Avec la désintégration, il existe une diversion des flux d'échange et de nouvelles potentialités dans les accords commerciaux. Or, pour Maurel, le profit de la désintégration est croissant depuis 1990. Entre 1990 et 1995, la différence entre le coût de la diversion et les bénéfices de la création d'un nouveau commerce rendue possible par la désintégration était en faveur de l'économie de chaque pays. La désintégration du CAEM n'a pas eu un coût important pour les démocraties populaires. Si au départ, elle a provoqué une réduction de 1 % du PIB en 1990, ses effets positifs ont été de l'ordre de 14 % en 1995. Pour la Russie, ce type d'étude n'a pas été très développé. Dans ces conditions, il est très difficile de mettre en évidence l'importance chiffrée des effets négatifs des désintégrations du CAEM et de l'URSS sur l'économie de la Russie.

Du point de vue occidental, il y a un fort intérêt pour la transition de la Russie vers l'économie de marché. D'importants progrès ont été réalisés, malgré les obstacles constitués par la corruption, les mauvaises réformes et surtout la dramatique crise financière de 1998. Les citoyens russes bénéficient aujourd'hui de la liberté de parole et de religion et ils sont reliés à l'ensemble du monde. Il y a une banque centrale, une bourse des valeurs mobilières et la propriété privée est dorénavant bien installée et largement majoritaire. Aujourd'hui, même si la Russie connaît des progrès économiques encore insuffisants et largement dépendants des conditions politiques, elle montre des signes de relance et de restructuration économiques très encourageants. Le retour à l'économie planifiée est exclu.

Pour les pays occidentaux, le principal intérêt de la Russie est géo-économique, car ce pays reste une grande puissance militaire, qui conserve encore plus de 7000 vecteurs nucléaires (malgré les 1500 têtes désactivées et les 300 lanceurs de missiles détruits pendant la Présidence Clinton). Il n'en reste pas moins que l'économie russe est trop petite pour avoir une influence décisive sur les conditions économiques globales. L'intérêt occidental pour les processus de désintégration du CAEM, du Pacte de Varsovie et de l'URSS est limité à la fin de la guerre froide, l'hégémonie des structures du marché, la réduction du pouvoir militaire du bloc socialiste et l'essor du processus de la paix.

L'intérêt des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) pour l'Union européenne

L'intégration européenne et la désintégration des PECO sont deux facteurs d'un même processus de développement des forces marchandes. C'est pourquoi les rapprochements et les processus d'harmonisation entrent dans la logique de l'essor des valeurs de la globalisation initiées par l'économie de marché. La zone des PECO est motivée partiellement par les transferts financiers, supposés importants, en provenance du budget européen. Cependant, l'accès à l'Union européenne de nombreux nouveaux membres d'un faible niveau de développement nécessite une réforme des dépenses budgétaires, de façon à éviter la faillite. Avec le développement des dépenses publiques dans tous les pays de la zone, il est fort peu probable que le budget de l'Europe puisse augmenter de nouveau substantiellement, alors que les quatre pays les plus pauvres de la zone souhaitent conserver les transferts favorables qu'ils perçoivent déjà.

La nature restrictive de la politique commerciale de l'Union commerciale constitue la motivation principale des pays en transition pour rejoindre l'Union européenne (UE). L'amélioration

des conditions du commerce avec l'UE, par la réduction des droits douaniers et des barrières non tarifaires dans le secteur de l'agriculture, relative au statut de membre à part entière, devrait protéger les pays d'Europe de l'Est contre une vague protectionniste toujours possible. Par contre, pour Bruxelles, le principal motif réside dans la " contribution positive dans la stabilité et la sécurité du continent européen " (Helsinki, 1999). C'est pourquoi la Russie n'est pas exclue du processus, au moins à terme.

L'intérêt de l'appartenance à l'Union européenne, pour le premier cercle des admis

Sur les dix candidats à l'adhésion à l'Union européenne, seulement cinq d'entre eux ont été acceptés : la République tchèque, l'Estonie, la Slovaquie, la Hongrie et la Pologne. Sur la base de méthodes quantitatives de données statistiques, des critères relativement appropriés ont été utilisés pour justifier ces décisions, de manière la plus objective possible. Cependant, le principal critère n'a pas été la capacité présente des pays à réaliser une intégration viable dans l'UE, mais plutôt leur capacité potentielle à le faire. Le choix entre les candidats du premier cercle était plus défini par l'intégration future potentielle que sur la base d'une réelle convergence. Les conditions géopolitiques ont semblé jouer un rôle prépondérant dans ce choix. Mais la décision était très importante pour les candidats, car tout retard peut avoir des conséquences importantes pour les pays exclus.

L'intégration actuelle insiste sur les asymétries actuelles, en détriment des Etats exclus. Les pays admis pourront plus facilement obtenir des financements, alors même que les pays rejetés (Bulgarie, Lettonie, Estonie, la Roumanie ou la Slovaquie) supporteront des restrictions dans leur accès au financement et subiront un écart de développement croissant avec les pays nouvellement adhérents. Les pays les plus avancés d'Europe de l'Est satisfont les critères d'admission et ils souhaitent parfois être membres de l'Union monétaire. Les critères de Maastricht de la dette publique (inférieure à 60 % du PIB) et d'un déficit public (inférieur à 3 % du PIB) sont déjà satisfaits. Les résultats de l'inflation sont moins corrects, mais une politique économique forte peut conduire à des résultats rapidement satisfaisants. Pourtant, l'ouverture des marchés et le développement de la compétition économique accélèrent les scénarios favorables à l'adhésion. Il a fallu plus d'un quart de siècle pour la Finlande, l'Autriche ou la Grèce pour devenir membres de l'Union européenne. Il faudra moins de 15 ans pour réaliser ce projet pour la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie pour obtenir le même résultat, mais il est encore difficile de connaître l'ensemble des conséquences d'un tel processus.

Les transformations des flux commerciaux des PECO soulèvent deux questions. Est-ce que le potentiel commercial avec l'Europe a déjà été épuisé ? Comment évoluera le degré de spécialisation de chaque pays dans le futur ? Pour Fontagné, Freudenberg et Pajot³, le marché potentiel à court terme est largement épuisé pour de nombreux pays. Cependant, il y avait des transferts de ressources importants en faveur du " Premier Cercle ", qui leur donne de grands avantages et des effets d'éviction pour les pays exclu. Le premier cercle recevra d'importants transferts de ressources sur le budget européen, notamment en matière d'infrastructures publiques, de soutiens aux taux de change, à la demande interne, à la réduction du budget public et aux contraintes des balances de paiements. Il subira moins de mesures anti-dumping, en encourageant l'investissement international. L'environnement institutionnel sera plus stable et convergera vers le modèle européen.

La perspective d'élargissement de l'Europe sera associée à un léger accroissement asymétrique additionnel, au détriment des pays du " Premier cercle ". Cependant, les flux commerciaux

changeront en profondeur du fait même de l'élargissement futur. Dans le long terme, tous les ajustements structurels étant réalisés, les échanges économiques se développeront dans de grandes proportions. Dans ce cas, la Russie perdra ses marchés traditionnels et elle subira de nouvelles formes de concurrence de pays ayant reçu des " effets de croissance et de développement " importants du processus d'intégration européenne.

Les effets pervers pour le développement économique de la Russie

Le programme TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States) gère l'assistance européenne. Il finance les aides non remboursables, principalement l'assistance technique et les subventions aux secteurs des services (la règle des trois S). Aujourd'hui, de nouvelles relations sont développées du fait à la fois de l'élargissement de l'Europe et du rôle spécifique de l'euro.

– L'élargissement est une préoccupation principale de la Russie, car il donne des avantages importants aux pays adhérents, notamment en matière de liberté du commerce international. Officiellement, Moscou accepte généralement ces projets qui améliorent la sécurité du continent. Il n'empêche que les considérations économiques ternissent un peu cette image positive. Pour Likhatchev, représentant de la Russie auprès de l'Union européenne, les résultats produiront une réduction des relations économiques avec les pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne. Ainsi, la Russie perdra ses principaux partenaires économiques, sauf pour les produits des matières premières ou de l'énergie. En 1998, Primakov reconnaissait l'intérêt de l'élargissement, mais il souhaitait que des accords spéciaux soient développés avec la Russie, pour faire face aux effets économiques négatifs qui pourraient en résulter pour la Russie.

– L'euro n'est pas la principale préoccupation des dirigeants politiques mais, aujourd'hui, c'est une réalité. La Russie, qui est toujours tentée par la dollarisation, pourrait trouver dans l'euro un bouclier utile contre l'hégémonie du dollar. Certains dirigeants russes souhaitent d'ailleurs que l'euro participe dans la définition du taux de change du rouble. Si la monnaie européenne devient une monnaie forte, elle produira un accroissement des prix des produits en provenance de l'Europe et une réduction des coûts de transaction, ce qui serait favorable à l'économie russe.

– Cependant, il est très difficile de mesurer les conséquences de l'élargissement sur l'économie russe. Or, celle-ci se trouve dans le troisième cercle, après celui des admis et celui des exclus, admis dans le futur. Les effets d'éviction pourraient être très importants, car la Russie n'est pas une priorité. Il devrait en résulter une diversion des transferts de commerce et d'investissements susceptibles de conduire la Russie vers une situation de crise. Certes, si les résultats économiques des pays proches sont importants, les facteurs de convergence peuvent aussi produire des résultats positifs sur l'économie des pays voisins. Cependant, cet effet est très indirect, il prend beaucoup de temps avant d'apparaître, alors que les effets négatifs s'imposent dans le très court terme.

Les critères de convergence pour la Russie

La convergence des pays exprime un ensemble complexe de changements dynamiques, rapprochant ou rendant similaire le fonctionnement et le développement globaux de deux ou plusieurs entités sociétales. En 1992, une analyse des indices qualitatifs initiaux des pays de l'Europe de l'Est avait cherché à définir le choix des critères.

- D'abord, l'importance du système d'économie de marché était mise en évidence principalement par les indicateurs de développement économique, d'échanges internationaux avec l'Union européenne et la situation juridique du fonctionnement de la compétition capitaliste.
- Le développement de l'économie de marché était analysé par une combinaison de critères comme le ratio production privée/PIB, l'importance des petites et grandes privatisations, la restructuration des entreprises, la libéralisation des prix, l'effectivité de la compétition, de développement des activités bancaires et l'essor d'une Bourse des valeurs mobilières.
- Ensuite, les indicateurs principaux du développement économique retenus étaient, par exemple, l'importance des trois secteurs dans l'économie nationale, le nombre de micro-ordinateurs et le niveau d'éducation.
- Enfin, la situation politique était appréhendée par une réflexion sur la liberté des élections, le développement de la démocratie, la stabilité du gouvernement ou le niveau de la corruption.

Cette sélection d'indicateurs est intéressante, mais elle est aussi contestable. Il n'en reste pas moins vrai que la Russie était assez éloignée du " premier Cercle ", celui qui était déjà le mieux engagé dans les procédures de convergence avec l'Europe. Cependant, dans un processus d'intégration, l'élément déterminant reste la volonté politique des partenaires potentiels. Si l'on jette un coup d'œil rapide sur les critères initiaux de convergence des pays d'Europe de l'Est, on constate par exemple que la République Démocratique d'Allemagne (R.D.A.), seulement au quatrième rang en 1990, est aujourd'hui un membre de l'Union européenne, alors même que la Slovaquie, alors intégrée dans la Tchécoslovaquie classée au premier rang, ne se trouve aujourd'hui que dans le " Second Cercle ".

Table 1 – Les résultats économiques des PECO en 1990 (par rang de classement)

Pays	Conviction dans le marché	La capacité du comportement marchand	Critères économiques internes	Critères économiques	Synthèse
URSS	6	6	7	2	6
Bulgarie	5	3	1	5	5
Hongrie	1	2	4	7	3
Pologne	2	1	5	4	2
Roumanie	7	7	6	1	6
Tchécoslovaquie	4	3	2	3	1
RDA	2	5	3	6	4

Dans cette analyse, il est impossible de comprendre l'évolution de ces pays sans prendre en compte les facteurs politiques et la confiance accordée par les principales organisations financières à l'économie du pays elle-même. On constate ainsi que les critères économiques sont moins importants que la volonté politique, ce qui constitue une leçon d'importance dans les nouvelles relations entre la Russie et l'Union européenne.

L'Union européenne a défini cinq critères pour l'intégration des monnaies nationales dans l'union monétaire : la convergence nominale des inflations, les taux d'intérêt à long terme, le déficit fiscal (en pourcentage du PIB) et le taux de change. Pour les membres de l'ancien CAEM, la convergence sera fondée à peu près sur les mêmes critères, ce qui ne semble pas poser de problèmes insolubles. Par contre, les critères de Copenhague introduisent des dimensions qualitatives, comme la stabilité des institutions garantissant la démocratie, l'existence d'une économie de marché réelle capable de produire une concurrence exacerbée, la capacité de tenir

compte des obligations des membres de l'Union européenne en respectant les "acquis communautaires et en développant un système de lois capables de renforcer, en pratique, les principaux résultats obtenus". Dans ce cas, il est plus difficile de mesurer la convergence économique.

Existe-t-il un effet de convergence pour la Russie ?

La question de la convergence n'est pas très claire pour la Russie. Est-ce une décision volontariste d'être en phase avec la civilisation occidentale ou alors une évolution systémique du socialisme vers l'économie de marché ?

– Dans le premier cas, l'idée majeure de la convergence est l'acceptation, par les Russes, de la philosophie du capitalisme, dans le cadre du processus de la globalisation et de la suppression des forces socialistes, comme la propriété publique, les monopoles d'Etat ou la fermeture du commerce international.

– Dans le second cas, la convergence est le résultat d'un mouvement interne entre les structures politiques et économiques, dans le cadre d'une transformation évolutionniste systémique. Il s'agit de modifier le pouvoir du Parti Communiste par celui d'un gouvernement acquis aux valeurs libérales, capable de développer la propriété privée et le marché libre, de réduire le poids dominant de l'Etat en faveur des initiatives privées permises par la propriété privée et de supprimer les contraintes du plan pour les remplacer par les exigences de l'économie marchande.

Table 2: Progrès dans le changement institutionnel des PECO et de la Russie (EBRD, 1998) (par rang de classement)

Index	Bulgarie	République tchèque	Estonie	Hongrie	Pologne	Roumanie	Russie
Privatisation à grande échelle	3	4	4	4	3	3	3
Privatisation à petite échelle	3	5	5	5	5	3	4
Gouvernance et restructuration des entreprises	2	3	3	3	3	2	2
Libéralisation des prix	3	3	3	3	3	3	3
Commerce et taux de change	4	5	4	5	5	4	2
Politique de compétition	2	3	3	3	3	2	2
Réformes bancaires	3	3	3	4	3	2	2
Marchés financiers	2	3	3	3	3	2	2
Règles légales d'investissement	4	4	3	4	4	4	3
Indicateur de changement institutionnel	26	33	31	34	32	25	23

EBRD (1998) European Bank for Reconstruction and Development", Transition Report 1998, London 1998.

Pour la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD), les progrès dans le changement diffèrent grandement entre les pays en transition, mais tous les pays ont encore un grand chemin à parcourir pour satisfaire les objectifs de réformes institutionnelles. Il y a aujourd'hui un large consensus parmi la population sur la nécessité de la transition et de liens nouveaux à tisser avec les voisins européens. Pour la République tchèque, la libéralisation des prix et le processus de privatisation ont été retardés. En Pologne, à peine la moitié des entreprises publiques a été réellement privatisées. Avec la corruption, l'absence d'application concrète des lois sur les faillites, l'existence de prix subventionnés indûment, l'intégration à l'Union européenne apparaît encore éloignée. Pour la BERD, le niveau des progrès en 1998 était largement insuffisant pour permettre la mise en place de ce processus, sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs représentatifs de l'évolution.

Or, la décision de l'intégration est d'abord le résultat d'une volonté politique. Il suffit de s'engager pour que les performances des pays, eu égard aux critères définis ci-dessus, s'améliorent. En l'absence de perspectives réelles, les pays intéressés ne sont pas suffisamment concernés, et dans ces conditions, ils s'organisent, au moins partiellement, selon leurs propres critères de performance.

Le processus de convergence doit être étudié sur de nombreux critères fondamentaux complémentaires comme l'essor du commerce international et de l'investissement direct à l'étranger, la convergence des prix et des revenus relatifs, la mise en place d'une union douanière et de zones de libre-échange, une union monétaire, des règles environnementales communes et sans doute un projet de défense commun. Si la convergence entre la Russie et l'Europe existe, elle n'en est pas moins encore insuffisante. Mais la volonté politique est sans doute plus forte que les simples contraintes économiques.

Conclusion

La question est de savoir si la Russie est candidate à l'Union européenne. En juillet 1997, Tchernomyrdyne souhaitait cette candidature et Eltsine parlait de l'Union européenne, sans blocs militaires et sans frontières. Pour Tchoubaï, après sa candidature à l'Organisation Mondiale du Commerce, la Russie doit devenir membre de l'Organisation de la Coopération et du Développement Economique (OCDE), de l'Union européenne et de l'Union monétaire européenne. Pour l'Europe, la Russie n'est pas un Etat purement européen, c'est aussi un pays asiatique. L'Europe parle plutôt d'un rapprochement. Plusieurs contrats ont déjà été signés, notamment dans les secteurs de l'espace, des universités, de l'environnement et de l'énergie. Les pays de l'Union européenne n'ont guère subi de dégâts de la crise financière russe de 1998, preuve s'il en est de la faible intégration de ces économies. À cette période, la Russie était encore dépendante du Fonds Monétaire International, du processus de globalisation et donc de l'économie américaine. Aujourd'hui, l'Europe gagne des parts de marché et le processus de convergence a réellement commencé à se développer.

Plus importants encore sont les problèmes militaires et géopolitiques. Après la campagne militaire de l'OTAN en Yougoslavie, la Russie avait suspendu sa coopération. Le gouvernement Poutine a à faire face à de nombreux défis et challenges, comme les tentatives d'interférence dans les affaires intérieures (la Tchétchénie, par exemple), les frontières territoriales mal ou pas suffisamment dessinées ou le développement de conflits armés à ses frontières. L'élargissement de l'OTAN a modifié le poids des forces militaires en Europe. C'est un vrai challenge pour la

sécurité de la Russie, qui peut être partiellement résolu par la coopération. Mais personne ne doit cependant oublier que la Russie dispose toujours d'un potentiel nucléaire énorme et que ses intérêts économiques ne doivent pas être négligés. Certes, l'Union européenne semble de plus en plus désireuse de développer une sécurité et une défense communes, dans le giron ou le contexte de l'OTAN.

Aujourd'hui, la Russie semble avoir défini ses priorités :

- d'abord, être membre de l'OMC,
- ensuite, appartenir à la zone européenne, avec la signature de contrats importants avec l'Union européenne,
- enfin, obtenir un accord particulier, quand les 27 membres candidats à l'Union européenne en seront membres.

La convergence a bien encore des obstacles économiques, mais c'est d'abord et avant tout une question politique, la volonté d'avoir un futur commun.

NOTES

¹ Artus, P., Cartapanis, A., Fontagné, L. (1999), *L'élargissement de l'Union européenne en Europe centrale : les enjeux*, La Revue Economique, vol. 50, n°6, novembre.

² Maurcl, M. (1998), *Le régionalisme, les enseignements de l'Est européen*, *Economie Internationale*, 2nd trimestre.

³ Fontagné, L., Freudenberg, M., Pajot, M. (1999), *Le potentiel d'échanges entre l'Union européenne et les PECO*, La Revue Economique, vol. 50, n°6, novembre.

Bibliographie

Artus, P., Cartapanis, A., Fontagne, L. (1999), L'élargissement de l'Union européenne en Europe Centrale: les enjeux, *Revue Economique*, Vol 50, n°6, novembre

Fontagné, L., Freudenberg, M., Pajot, M. (1999), Le potentiel d'échanges entre l'Union européenne et les PECO, *Revue Economique*, Vol 50, n°6, novembre.

Fontanel, J., Borissova, I., & Ward, M. (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, 6(3), 237-251.

Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Editions d'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2002), Les Stratégies de la guerre économique in *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*. (Edition Jacques Fontanel, Avant-propos de K.Arrow), Côté Cours, Grenoble, décembre 2002.

Maurel, M. (1998), Le regionalism, les enseignements de l'Est européen, *Economie international*, 2nd. Trimester.